



DECLARATION CDEN du mercredi 23 novembre 2022

Dans les Hautes-Alpes, comme sur le reste du territoire, la rentrée a été marquée par un manque d'enseignants et d'AESH: heures en collège non assurées, toutes disciplines confondues, postes manquants dans le 1er degré pour assurer de bonnes conditions d'apprentissage à tous les élèves, augmentation du recours à des personnels contractuel·le·s.

Le nombre d'élèves en ULIS explose dans tous ces dispositifs – rappelons que les textes prévoient 12 élèves en Ulis-école et 10 en Ulis-collège, nulle part ces conditions ne sont respectées, l'effectif réel peut aller jusqu'à 16 ou 17 élèves dans certains établissements.

De plus, la FSU déplore la façon dont les ajustements de carte scolaire ont été faits après la rentrée, dictés par un tapage médiatique manipulant les chiffres, une grève de la faim et un coup de fil au plus haut niveau de l'État. Ceci afin d'obtenir un moyen supplémentaire dans une école de centre-ville à 22 élèves par classe - et non maintenir une classe ouverte comme cela a été annoncé – pris dans une autre école de la commune, ce qui revient à déshabiller Pierre pour habiller Paul.

Pour information : 25 élèves par classe à Pelleautier et à Jarjayes avec 4 niveaux par classe.

Pour remédier à cette pénurie de personnels, la FSU demande une revalorisation salariale exprimée largement lors de la mobilisation du 29 septembre et du 18 octobre. Les enseignant.es ne veulent pas de rémunération conditionnée à des tâches supplémentaires : travailler plus pour gagner plus, c'est une politique déjà connue qui n'a abouti qu'à une dégradation des conditions de travail. Quant aux AED, psychologues et AESH? Toujours rien! La réponse donnée est presque insultante pour la Fonction publique.

Dans le premier degré, le ministère peine à trouver des missions dites « supplémentaires » que les enseignants ne font pas déjà. Un bon début serait le paiement de ces dizaines d'heures effectuées hors obligations réglementaires de service (voir l'étude de la DEPP sur le temps de travail des enseignants).

Cette semaine est aussi marquée par le refus de la profession concernant la réforme du lycée professionnel que l'état veut imposer. Les propositions concernant l'enseignement professionnel illustrent bien le modèle d'École que notre ministre veut développer, c'est à dire :

- Façonner encore plus le système scolaire pour qu'il réponde aux besoins du marché de l'emploi quitte à creuser encore plus les inégalités.
- Abandonner l'idée d'une élévation de qualification de toutes et tous au bénéfice de l'acquisition de compétences utilisables immédiatement par l'entreprise et pour développer l'emploi sous qualifié dans certains secteurs de l'économie.
- Mettre au travail de plus en plus tôt une partie de la jeunesse pour essayer de répondre rapidement à la pénurie de main-d'œuvre au détriment de leur formation.

Enfin, une circulaire de rentrée 2022 touche de près l'EPS et le sport scolaire. Le pouvoir en place récupère notre revendication de «plus d'EPS» et la dénature pour attaquer l'EPS en tant qu'élément constitutif du service public d'éducation. Avec les 30min d'Activités Physique Quotidienne dans le 1er degré et les 2h de sports dans le 2nd degré – ces 2h étant proposées à une population ciblée et enseignés par des gens non diplômés -, le gouvernement met en concurrence directe l'EPS, le sport scolaire et un dispositif expérimental monté par les clubs. 4 h d'EPS par semaine c'est la seule solution de progrès pour une pratique physique, sportive et artistique de tous et toutes avec les heures postes les permettant.

La FSU demande un réel plan d'urgence pour l'école.